

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1224

[C - 31128]

9 FEVRIER 1996. — Décret portant approbation de l'accord de coopération du 19 avril 1995 entre la Commission communautaire française et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées (1)

L'assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1er, alinéa 1er, 116, paragraphe 1er, 121, paragraphe 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. L'accord de coopération du 19 avril 1995 entre la Commission communautaire française et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées, dont le texte est annexé au présent décret, est approuvé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 février 1996.

H. HASQUIN,

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

Annexe

Accord de coopération entre la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne visant à garantir la libre circulation des personnes handicapées

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son article 5, § 1er, II, 4°;

Vu le Décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment son article 3, 7°;

Vu le Décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment son article 3, 7°;

Vu le Décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'en vertu des trois décrets précités, l'exercice des compétences de la Communauté française en matière de politique des handicapés a été transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il importe de préciser, dans un accord de coopération, les critères d'intervention de celles-ci en cette matière, et ce dans l'intérêt des personnes handicapées elles-mêmes ainsi qu'afin d'assurer une répartition claire des compétences;

Considérant qu'il convient également de fixer des règles précises permettant d'assurer un financement cohérent et équilibré des institutions intervenant dans ce domaine;

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : 15 (1995-1996) n° 1. — Rapport : 15 (1995-1996) n° 2.

Considérant que ces critères doivent être fixés en garantissant le libre choix des personnes handicapées ainsi que leur libre circulation;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège;
et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent accord de coopération, on entend par :

1. Prestations : toute aide ou intervention accordée par l'une des parties contractantes dans le cadre de ses compétences en matière de politique des handicapés;

2. Prestations collectives : les prestations accordées à des services, centres ou institutions agréés par l'une des parties contractantes dans le cadre de l'équipement et des infrastructures à l'exception des prestations dans le cadre d'un placement tel que défini au point 4;

3. Prestations individuelles : les prestations accordées individuellement aux personnes handicapées, à l'exclusion des prestations dans le cadre d'un accueil et hébergement;

4. Prestations dans le cadre d'un placement : les prestations accordées aux services, centres et institutions agréés par une des parties contractantes en vue de prendre en charge l'accueil ou l'hébergement, la mise au travail ou la formation professionnelle de personnes handicapées ainsi que les prestations accordées individuellement aux personnes handicapées en vue d'un accueil ou d'un hébergement.

Les prestations accordées dans le cadre d'un accueil ou d'un hébergement ne comprennent pas la part contributive versée par les personnes handicapées.

Le montant de cette part contributive est fixé en vertu de la réglementation applicable au centre ou à l'institution d'accueil ou d'hébergement.

5. Année de référence : du 1er janvier au 31 décembre 1994.

CHAPITRE II. — Prestations collectives

Art. 2. La Région wallonne est compétente pour arrêter la réglementation et prendre en charge les prestations collectives accordées aux services, centres et institutions établis dans la région de langue française.

La Commission communautaire française est compétente pour arrêter la réglementation et prendre en charge les prestations collectives accordées aux services, centres et institutions établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui relèvent de sa compétence.

Art. 3. Les prestations collectives sont accordées et prises en charge par les parties contractantes conformément à l'article 2 du présent accord de coopération, indépendamment de la localisation du domicile des personnes handicapées qui y sont placées ou qui bénéficient de leur aide.

CHAPITRE III. — Prestations individuelles

Art. 4. La Région wallonne est compétente pour arrêter la réglementation et prendre en charge les prestations individuelles accordées aux personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région de langue française.

La Commission communautaire française est compétente pour arrêter la réglementation et prendre en charge les prestations individuelles accordées aux personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui dépendent d'elle.

CHAPITRE IV. — Prestations dans le cadre d'un placement

Art. 5. § 1er. La Région wallonne est compétente pour décider des prestations dans le cadre d'un placement accordées aux personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région de langue française et placées dans un service, un centre ou une institution établi sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire française.

La Commission communautaire française prend en charge les prestations visées à l'alinéa précédent.

Toutefois, chaque année, le 31 mars, la commission visée à l'article 8 du présent accord détermine le nombre, par type d'agrément, de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région de langue française qui, dans le courant de l'année précédente ont bénéficié des prestations visées aux alinéas 1er et 2 du présent article.

Si, par type d'agrément, le nombre de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de langue française fréquentant un service, centre ou institution établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui relève de la Commission communautaire française excède le nombre arrêté au 31 mars 1995, la Région wallonne rétrocède à la Commission communautaire française un montant par type d'agrément correspondant au prix moyen par institution multiplié par le résultat de la soustraction du nombre mentionné à l'alinéa 3 et du nombre arrêté au 31 mars 1995 pour l'année de référence.

Si, par type d'agrément, le nombre de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de langue française fréquentant un service, centre ou institution établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui relève de la Commission communautaire française est inférieur au nombre arrêté au 31 mars 1995, la Commission communautaire française rétrocède à la Région wallonne un montant par type d'agrément correspondant au prix moyen par institution multiplié par le résultat de la soustraction du nombre arrêté au 31 mars 1995 et du nombre mentionné à l'alinéa 3.

§ 2. La Commission communautaire française est compétente pour décider des prestations dans le cadre d'un placement accordées aux personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et placées dans un service, un centre ou une institution établis sur le territoire de la région de langue française.

La Région wallonne prend en charge les prestations visées à l'alinéa précédent.

Toutefois, chaque année, le 31 mars, la Commission visée à l'article 8 du présent accord détermine, par type d'agrément, le nombre de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, dans le courant de l'année précédente ont bénéficié des prestations visées aux alinéas 1er et 2 du présent article.

Si, par type d'agrément, le nombre de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale fréquentant un service, centre ou institution établis sur le territoire de la région de langue française excède le nombre arrêté au 31 mars 1995, la Commission communautaire française rétrocède à la Région wallonne un montant par type d'agrément correspondant au prix moyen par institution multiplié par le résultat de la soustraction du nombre mentionné à l'alinéa 3 et du nombre arrêté au 31 mars 1995 pour l'année de référence.

Si, par type d'agrément, le nombre de personnes handicapées domiciliées sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale fréquentant un service, centre ou institution établis sur le territoire de la région de langue française est inférieur au nombre arrêté au 31 mars 1995, la Région wallonne rétrocède à la Commission communautaire française un montant par type d'agrément correspondant au prix moyen par institution multiplié par le résultat de la soustraction du nombre arrêté au 31 mars 1995 et du nombre mentionné à l'alinéa 3.

Art. 6. Chaque partie contractante s'engage dans les limites de ses compétences, à assurer le libre accès des personnes handicapées domiciliées sur le territoire de l'autre partie contractante aux services, centres et institutions établis sur son territoire et relevant de sa compétence;

Le libre accès visé à l'alinéa précédent est garanti tant pour les placements fondés sur des décisions prises par les parties contractantes ou les organismes d'intérêt public qui en relèvent, que pour ceux fondés sur une décision prise par un service, un centre ou une institution agréées par l'autre partie contractante et relevant de la compétence de celle-ci.

Art. 7. Chaque partie contractante informe l'autre partie contractante des décisions qu'elle prend et qui sont susceptibles d'entraîner l'intervention financière de l'autre partie.

CHÂPITRE V. — Dispositions générales

Art. 8. Il est créé une commission de coopération composée de 6 membres dont le mandat porte sur une durée de 5 ans :

- 3 membres sont désignés par la Commission communautaire française;
- 3 membres sont désignés par la Région wallonne.

A défaut de consensus entre les membres présents, elle transmet les données visées à l'article 5 au Gouvernement wallon et au Collège de la COCOF en faisant état des divergences éventuelles.

Outre les missions qui lui sont confiées par l'article 5 du présent accord de coopération, cette commission peut se réunir à l'initiative d'une des parties contractantes afin d'examiner l'application que reçoit le présent accord de coopération.

Elle adresse un rapport annuel au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française.

Elle assure le suivi des décisions prises.

Art. 9. Sur base des données déterminées par la Commission de coopération, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française arrêtent de commun accord les montants visés à l'article 5.

Art. 10. Les litiges qui surgissent entre les parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord sont tranchés par la juridiction visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée.

Art. 11. Dans l'attente d'un accord de coopération avec la Communauté flamande, chaque partie contractante s'engage à assurer le libre accès des personnes handicapées francophones domiciliées en Flandre dans ses institutions.

Fait à Bruxelles, le 19 avril 1995, en deux exemplaires originaux.

En deux exemplaires originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Pour la Commission communautaire française :

Le Président du Collège compétent en matière d'Aide aux personnes,

Ch. PICQUE

VERTALING

N: 96 — 1224 FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

9 FEBRUARI 1996. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 19 april 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest inzake het vrije verkeer van de gehandicapte personen (1)

[C - 31128]

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een materie bedoeld in artikelen 115, paragraaf 1, eerste lid, 116, paragraaf 1, 121, paragraaf 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Documenten van de vergadering. — Ontwerpdecreet : 15 (1995-1996) nr. 1. — Verslag : 15 (1995-1996) nr. 2.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord van 19 april 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest inzake het vrije verkeer van gehandicapte personen, waarvan de tekst in bijlage gevoegd is van onderhavig decreet, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 9 februari 1996.

H. HASQUIN,

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting, Betrekkings met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkings.

Ch. PICQUE,

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Minister, Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest inzake het vrije verkeer van gehandicapte personen

Gelet op de artikelen 128 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op haar artikel 5, § 1, II, 4°;

Gelet op het Decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op haar artikel 3, 7°;

Gelet op het Decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op haar artikel 3, 7°;

Gelet op het Decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap inzake het gehandicaptenbeleid, krachtens de drie voormelde decreten, overgedragen werd naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat het belangrijk is om in een samenwerkingsakkoord de criteria voor de tussenkomst van deze terzake, nader te omschrijven en dit in het belang van de gehandicapte personen zelf teneinde een duidelijke verdeling te verzekeren van de bevoegdheden;

Overwegende dat het eveneens gepast is om precieze regels vast te stellen welke een coherente en evenwichtige financiering waarborgen van de instellingen die op dit terrein tussenkomen;

Overwegende dat deze criteria moeten worden vastgelegd, zodat de vrije keuze van de gehandicapte personen alsook het vrije verkeer van deze gewaarborgd wordt;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College;

en

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering

Zijn overeengekomen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen

Artikel 1. In de zin van onderhavig samenwerkingsakkoord verstaat men onder :

1. Uitkeringen : iedere bijstand of tussenkomst toegekend door één van de contracterende partijen in het kader van haar bevoegdheden inzake gehandicaptenbeleid;

2. Collectieve uitkeringen : de uitkeringen toegekend aan diensten, centra of instellingen die erkend zijn door één van de contracterende partijen in het kader van de uitrusting en de infrastructuur, met uitzondering van de uitkeringen in het kader van een plaatsing zoals uiteengezet in punt 4;

3. Individuele uitkeringen : de uitkeringen individueel toegekend aan gehandicapte personen met uitzondering van de uitkeringen in het kader van een onthaal en verblijf;

4. Uitkeringen in het kader van een plaatsing : de uitkeringen toegekend aan de diensten, de centra en de instellingen die erkend zijn door één van de contracterende partijen met het oog op de tenlasteneming van het onthaal of het verblijf, de tewerkstelling of de beroepsopleiding van gehandicapte personen alsook de uitkeringen die individueel worden toegekend aan gehandicapte personen met het oog op een onthaal of een verblijf.

De uitkeringen toegekend in het kader van een onthaal of een verblijf omvatten niet de belastingaanslag die gestort wordt door de gehandicapte personen.

Het bedrag van deze belastingaanslag is vastgesteld krachtens de reglementering die van toepassing is op het onthaal- of verblijfcentrum of de onthaal- of verblijfinstelling.

5. Referentiejaar : van 1 januari tot 31 december 1994.

HOOFDSTUK II. — *Collectieve uitkeringen*

Art. 2. Het Waalse Gewest is bevoegd voor het vastleggen van de reglementering en voor de tenlasteneming van de collectieve uitkeringen die worden toegekend aan de diensten, de centra en de instellingen die gevestigd zijn in het Franstalig gewest.

De Franse Gemeenschapscommissie is bevoegd voor het vastleggen van de reglementering en voor de tenlasteneming van de collectieve uitkeringen die worden toegekend aan de diensten, de centra en de instellingen die gevestigd zijn in het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die onder haar bevoegdheid vallen.

Art. 3. De collectieve uitkeringen worden verleend en ten laste genomert door de contracterende partijen, overeenkomstig artikel 2 van onderhavig samenwerkingsakkoord, ongeacht de domicilie van de gehandicapte personen die er worden geplaatst of die hun bijstand genieten.

HOOFDSTUK III. — *Individuele uitkeringen*

Art. 4. Het Waalse Gewest is bevoegd voor het vastleggen van de reglementering en voor de tenlasteneming van de individuele uitkeringen die worden verleend aan de gehandicapte personen welke woonachtig zijn op het grondgebied van het Franstalig gewest.

De Franse Gemeenschapscommissie is bevoegd voor het vastleggen van de reglementering en voor de tenlasteneming van de individuele uitkeringen die worden verleend aan gehandicapte personen welke woonachtig zijn op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die van haar afhangen.

HOOFDSTUK IV. — *Uitkeringen in het kader van een plaatsing*

Art. 5. § 1. Het Waalse Gewest is bevoegd om te beslissen over de uitkeringen in het kader van een plaatsing welke worden verleend aan gehandicapte personen die woonachtig zijn op het grondgebied van het Franstalig gewest en die geplaatst zijn in een dienst, een centrum of een instelling die gevestigd is op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ressorteren onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie.

De Franse Gemeenschapscommissie neemt de in het vorige lid bedoelde uitkeringen ten laste.

Elk jaar echter, op 31 maart, bepaalt de in artikel 8 van onderhavig akkoord bedoelde commissie, per type erkenning, het aantal gehandicapte personen dat woonachtig is op het grondgebied van het Franstalig gewest en die in de loop van het voorgaand jaar genoten hebben van de in leden 1 en 2 van onderhavig artikel bedoelde uitkeringen.

Als het aantal gehandicapte personen, per type erkenning, woonachtig op het Franstalig grondgebied en dat een dienst, een centrum of een instelling bezoekt welke gevestigd is in het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook ressorteert onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie, hoger ligt dan het aantal dat werd vastgesteld op 31 maart 1995, dan betaalt het Waalse Gewest aan de Franse Gemeenschapscommissie een bedrag terug, per type erkenning, dat gelijk is aan de gemiddelde prijs per instelling vermenigvuldigd met het resultaat van het in het derde lid bedoelde aantal verminderd met het aantal dat op 31 maart 1995 werd vastgelegd voor het referentiejaar.

Als het aantal gehandicapte personen, per type erkenning, woonachtig op het Franstalig grondgebied en dat een dienst, een centrum of een instelling bezoekt welke gevestigd is in het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook ressorteert onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie, lager ligt dan het aantal dat werd vastgesteld op 31 maart 1995, dan betaalt de Franse Gemeenschapscommissie aan het Waalse Gewest een bedrag terug, per type erkenning, dat gelijk is aan de gemiddelde prijs per instelling vermenigvuldigd met het resultaat van het op 31 maart 1995 vastgelegde aantal verminderd met het in het derde lid vermelde aantal.

§ 2. De Franse Gemeenschapscommissie is bevoegd om te beslissen over de uitkeringen die in het kader van een plaatsing verleend worden aan gehandicapte personen welke woonachtig zijn op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en geplaatst in een dienst, een centrum of een instelling die gevestigd is op het grondgebied van het Franstalig gewest.

Het Waalse Gewest neemt de in het voorgaande lid bedoelde uitkeringen ten laste.

Elk jaar echter, op 31 maart, bepaalt de in artikel 8 van onderhavig akkoord bedoelde commissie, per type erkenning, het aantal gehandicapte personen dat woonachtig is op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die in de loop van het voorgaand jaar genoten hebben van de in leden 1 en 2 van onderhavig artikel bedoelde uitkeringen.

Als het aantal gehandicapte personen, per type erkenning, woonachtig op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat een dienst, een centrum of een instelling bezoekt welke gevestigd is op het grondgebied van het Franstalig gewest, hoger ligt dan het aantal dat werd vastgesteld op 31 maart 1995, dan betaalt de Franse Gemeenschapscommissie aan het Waalse Gewest een bedrag terug, per type erkenning, dat gelijk is aan de gemiddelde prijs per instelling vermenigvuldigd met het resultaat van het in het derde lid bedoelde aantal verminderd met het aantal dat op 31 maart 1995 werd vastgelegd voor het referentiejaar.

Als het aantal gehandicapte personen, per type erkenning, woonachtig op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat een dienst, een centrum of een instelling bezoekt welke gevestigd is op het grondgebied van het Franstalig gewest, lager ligt dan het aantal dat werd vastgesteld op 31 maart 1995, dan betaalt het Waalse Gewest aan de Franse Gemeenschapscommissie een bedrag terug, per type erkenning, dat gelijk is aan de gemiddelde prijs per instelling vermenigvuldigd met het resultaat van het op 31 maart 1995 vastgelegde aantal verminderd met het in het derde lid vermelde aantal.

Art. 6. Iedere contracterende partij verbindt zich ertoe binnen de grenzen van haar bevoegdheden de vrije toegang van gehandicapte personen, woonachtig op het grondgebied van de andere contracterende partij, tot diensten, centra en instellingen te verzekeren die gevestigd zijn op haar grondgebied en die onder haar bevoegdheid vallen.

De in het vorige lid bedoelde vrije toegang is zowel verzekerd voor de plaatsingen waarvan de beslissingen genomen werden door de contracterende partijen of de instellingen van openbaar belang die hiervoor bevoegd zijn, als voor deze waarvan de beslissing genomen werd door een dienst, een centrum of een instelling welke door de andere contracterende partij erkend is en die onder haar bevoegdheid valt.

Art. 7. Elke contracterende partij brengt de andere contracterende partij op de hoogte van de beslissingen die zij neemt en die de financiële tussenkomst van de andere partij met zich kunnen brengen.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 8. Er wordt een samenwerkingscommissie opgericht die bestaat uit zes leden welke aangesteld zijn voor een periode van 5 jaar :

- 3 leden worden aangeduid door de Franse Gemeenschapscommissie;
- 3 leden worden aangeduid door het Waalse Gewest.

Wanneer er geen consensus bereikt wordt tussen de aanwezige leden, zendt de commissie de in artikel 5 bedoelde gegevens toe aan de Waalse Regering en aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie met vermelding van de eventuele verschillen.

Behalve de opdrachten die haar worden toevertrouwd door artikel 5 van onderhavig samenwerkingsakkoord, kan deze commissie op initiatief van één van de contracterende partijen samenkomen teneinde de uitvoering van onderhavig samenwerkingsakkoord nader te bekijken.

Zij maakt jaarlijks een verslag op welk zij toezendt aan de Waalse Regering en aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Zij verzekert de opvolging van de genomen beslissingen.

Art. 9. Op grond van de door de samenwerkingscommissie vastgelegde gegevens, bepalen de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie gezamenlijk de in artikel 5 bedoelde bedragen.

Art. 10. De geschillen die opduiken tussen de contracterende partijen welke verband houden met de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord, worden beslecht door de rechtsmacht bedoeld in artikel 92bis, §§ 5 en 6 van de bijzondere wet op de hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd.

Art. 11. In afwachting van een samenwerkingsakkoord met de Vlaamse Gemeenschap verbindt iedere contracterende partij zich ertoe de vrije toegang tot haar instellingen te verzekeren van Franstalige gehandicapte personen die woonachtig zijn in Vlaanderen.

Opgemaakt te Brussel, op 19 april 1995, in twee originele exemplaren.

Namens het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

Namens de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen

Ch. PICQUE

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 90 — 1225

[C - 31156]

28 MAART 1996. — Verordening nr. 95/06

houdende erkenning en subsidiëring van volksontwikkelingswerk in verenigingsverband

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 166, § 3, 1° van de gecoördineerde grondwet van 17 februari 1994.

Art. 2. Deze verordening schept een eigen subsidieregeling voor lokale en hoofdstedelijke verenigingen in de volksontwikkeling en voor hoofdstedelijke verbonden die aangesloten zijn bij landelijke verenigingen, erkend en gesubsidieerd op basis van het decreet van 19 april 1995 houdende een subsidieregeling voor verenigingen voor volksontwikkelingswerk.

Art. 3. In deze verordening wordt bedoeld met :

a) Volksontwikkelingswerk in verenigingsverband : Nederlandstalige ledenvereniging die binnen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest activiteiten ontplooit zoals beschreven in het hierboven vermelde decreet, artikel 2, 1°, 2° en 3°.

b) Landelijke vereniging : Vlaamse vereniging, erkend en gesubsidieerd op basis van het decreet vermeld in artikel 2.

c) Lokale of hoofdstedelijke verenigingen : Nederlandstalige ledenverenigingen die gevestigd zijn in en activiteiten binnen het kader van deze verordening ontplooiën binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en waarvan de leden hoofdzakelijk inwoners zijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

d) Hoofdstedelijke verbonden : verenigingen die lid zijn van een landelijke vereniging, die uitsluitend het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest als werkgebied hebben en die onder een bestuur een aantal Nederlandstalige lokale of hoofdstedelijke verenigingen met een eigen werking overkoepelen en begeleiden.

e) Werkjaar :

- voor hoofdstedelijke verbonden: begint op 1 januari en eindigt op 31 december

- voor lokale en hoofdstedelijke verenigingen : begint op 1 september en eindigt op 31 augustus.

Art. 4. § 1. Conform de onderstaande bepalingen van deze verordening en van de Collegebesluiten tot toepassing ervan erkent het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie lokale en hoofdstedelijke verenigingen en hoofdstedelijke verbonden voor volksontwikkeling.

§ 2. Binnen de perken van de kredieten en onder de voorwaarden die bij deze verordening en de Collegebesluiten tot toepassing ervan vastliggen, verleent het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie subsidies aan de in § 1 van dit artikel bedoelde verenigingen en hoofdstedelijke verbonden.